

**L'évolution du Comité
de sécurité
de Stamp's Place**

**Étude de cas
sur la sécurité des collectivités**

Rapport présenté à la
**Société canadienne d'hypothèques
et de logement**

Auteurs :

Calvin Lee

Patti Pearcey

pour le compte de

la B.C. Coalition for Safer Communities

NOTE: ISSUED ALSO IN ENGLISH UNDER THE TITLE:

THE EVOLUTION OF THE STAMP'S PLACE SAFETY COMMITTEE

AVERTISSEMENT

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, L'ORGANISME DU LOGEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, A POUR MANDAT D'APPLIQUER LA LOI NATIONALE SUR L'HABITATION.

CETTE LOI A POUR OBJET D'AIDER À AMÉLIORER LES CONDITIONS D'HABITATION ET DE VIE AU CANADA. C'EST POURQUOI LA SOCIÉTÉ S'INTÉRESSE À TOUT CE QUI CONCERNE L'HABITATION, L'EXPANSION ET LE DÉVELOPPEMENT URBAINS.

AUX TERMES DE LA PARTIE IX DE LA LOI, LE GOUVERNEMENT DU CANADA AUTORISE LA SCHL À CONSACRER DES FONDS À LA RECHERCHE SUR LES ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET TECHNIQUES DU LOGEMENT ET DES DOMAINES CONNEXES, AINSI QU'À EN PUBLIER ET À EN DIFFUSER LES RÉSULTATS. LA SCHL A DONC L'OBLIGATION LÉGALE DE VEILLER À FAIRE LARGEMENT CONNAÎTRE TOUT RENSEIGNEMENT DE NATURE À AMÉLIORER LES CONDITIONS D'HABITATION ET DE VIE.

LA PRÉSENTE PUBLICATION EST L'UN DES NOMBREUX MOYENS D'INFORMATION QUE PRODUIT LA SCHL GRÂCE AU CONCOURS FINANCIER DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. LES OPINIONS EXPRIMÉES SONT CELLES DE L'AUTEUR ET NE CORRESPONDENT PAS NÉCESSAIREMENT À CELLES DE LA SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé

Introduction :	P. 1
Incidents ayant déclenché le processus	P. 2
Première réunion de planification	P. 3
Caractéristiques organisationnelles du Comité de sécurité	P. 4
Planification stratégique du Comité	P. 5
Plan du Comité de sécurité	P. 7
Objectifs à court terme	P. 8
Objectifs à moyen terme	P. 9
Objectifs à long terme	P. 10
Réalisations et échecs - Points saillants	P. 12
 Le salon de la sécurité :	
L'idée et l'évaluation	P. 14
Évaluation du Comité de sécurité	P. 17
 L'avenir	P. 19
 Lignes de conduite recommandées	P. 20
 Bibliographie	P. 21

Copyright 1993
SCHL

RÉSUMÉ

Ce rapport présente l'histoire et l'évolution du Comité de sécurité de Stamp's Place. On y examine en outre comment, au fil des ans, le Comité a pris certaines mesures, particulièrement le salon de la sécurité, pour tenter de combattre les problèmes de la criminalité en renforçant la cohésion de la collectivité. Le Comité utilise un processus comportant des initiatives, à court, moyen et long termes, entièrement axées sur l'organisation sociale.

La première partie du rapport décrit l'ensemble et le quartier de Stamp's Place. Bien qu'il ait organisé l'initiative, le Comité de sécurité de Stamp's Place reconnaît que l'ensemble de logement public n'est pas un îlot; il fait partie d'une collectivité, ce qui appelle la collaboration de tous les secteurs au processus.

La deuxième partie du rapport explique en détail la structure du Comité, ses principes et la façon de déterminer les objectifs à court, moyen et long termes. On y souligne aussi les défis que le Comité a dû surmonter : certains, communs à tous les processus de développement communautaire, d'autres, particuliers aux ensembles de logement public. Le rapport décrit de plus l'équilibre fragile qui doit être maintenu entre la responsabilisation de la collectivité et le partenariat avec les principales institutions, comme le service de police et l'organisme d'habitation.

Le salon de la sécurité - l'idée et l'évaluation. Le salon n'était pas perçu comme une fin en soi, mais plutôt comme un moyen d'encourager les résidents, les organismes locaux, les politiciens et les institutions à participer aux activités qui favorisent la sécurité. Environ 600 résidents du quartier ont pris part à des activités aussi diverses que de l'information sur l'échange de seringues et le grimage !

En 1994, le Comité de sécurité prévoit élargir la portée du salon car, en plus d'offrir les mêmes stands qu'en 1993, il traitera d'autres préoccupations, comme l'éducation des enfants, le contrôle de la colère et le racisme. Par ailleurs, le Comité comptera plus de membres afin d'assurer un soutien communautaire continu, un meilleur contrôle et une participation accrue. L'organisme d'habitation de la Colombie-Britannique (la B.C. Housing Management Commission) a également invité les résidents à participer à la réorganisation de Stamp's Place, axée principalement sur la sécurité.

Comme l'indique le rapport, d'énormes progrès ont été accomplis, mais beaucoup restent à faire. Les institutions et les collectivités évoluent lentement, et le processus est parfois laborieux, d'où l'importance du salon de la sécurité. En effet, il favorise l'appartenance et constitue une preuve concrète et manifeste que des mesures ont été prises. De plus, le salon rassemble les institutions et les organismes communautaires. Bien que les attentes soient assez minimes, les résultats obtenus en fonction des partenariats et de la responsabilisation des participants au problème sont très importants.

Le Comité nous rapproche des enjeux réels, soit l'établissement de logements convenables et abordables et de garderies accessibles, l'amélioration du niveau d'instruction, la formation professionnelle et les possibilités d'emploi, facteurs indispensables pour atteindre l'objectif de créer une collectivité plus sûre. C'est, en fait, la raison d'être du Comité de sécurité de Stamp's Place.

L'ÉVOLUTION DU COMITÉ DE SÉCURITÉ DE STAMP'S PLACE : **Une étude de cas sur la sécurité des collectivités**

Introduction

Stamp's Place est un ensemble de logement public pour les personnes âgées et les familles qui comporte 453 logements. Il est situé dans la zone postale V6A, soit la plus pauvre au Canada selon les recensements de 1988 et 1991. Stamp's Place est situé au coin de la rue Hasting et de l'avenue Campbell au coeur même du noyau central de Vancouver.

Stamp's Place fait partie d'un milieu social complexe et diversifié. Les caractéristiques de l'ensemble de logement et du quartier s'apparentent à celles des grandes villes américaines décrites pour la première fois dans les années 40 et 50 et surnommées "zones de transition" : taux élevés de délinquance, immigration et problèmes sociaux insolubles (Graham, 1990).

Cette situation est aggravée par les taux élevés de familles monoparentales et de chômage, la mauvaise éducation des enfants, les échecs scolaires et les problèmes liés à la transition entre les quartiers (Understanding and Preventing Violence).

Le secteur entourant Stamp's Place est qualifié par les sociologues comme étant un secteur de déchéance urbaine. C'est un "quartier louche". Les travailleurs du sexe offrent leurs services dans les rues et les ruelles adjacentes à Stamp's Place. Des condoms souillent le terrain de jeux, le stationnement et même les passages extérieurs recouverts entre les appartements. Il est facile de remarquer les travailleurs du sexe en tout temps de la matinée, de la journée ou de la nuit. De plus, ce quartier regorge d'alcooliques et de narcomanes. Tous les jours, le programme Needle Exchange échange 2 500 seringues, soit 17 500 par semaine. On trouve souvent des seringues non échangées dans les escaliers, les entrées de porte, les buissons et les terrains de jeux. La majeure partie des résidents de la zone postale V6A est composée d'hommes célibataires sans emploi qui trouvent refuge la nuit dans des lieux d'hébergement. Le taux de chômage y est l'un des plus élevés au Canada. Le pourcentage des enfants pauvres, qui s'établit à 10% à l'échelle nationale selon un récent rapport de l'UNICEF, y surpasse largement les moyennes nationales et provinciales.

La criminalité est un fait brutal dans ce quartier. Dans le quartier de Strathcona (est du centre-ville), le taux d'homicide chez les hommes (225/100 000) et les femmes (35/100 000) agrégé pour 1986 et 1988 a été de neuf et six fois supérieur respectivement que le taux global à Vancouver. Dans ce quartier, on court 4,7 fois plus de risques d'être victime d'un "crime contre la personne" qu'à Vancouver (Tollefson, 1990). En général, le nombre de crimes rapportés est faible, et le taux de criminalité dépasserait largement le taux officiel. On s'y méfie de la police, et les résidents craignent les représailles de la part des contrevenants et s'habituent à la prostitution, à la violence et au vol qualifié. Selon le sondage réalisé en 1987 auprès des résidents de l'est du centre-ville, le "manque de sécurité publique" est considéré par les personnes vivant seules dans un logement sans but lucratif comme étant le principal aspect négatif de ce quartier. Les résidents de ce marché estiment que la question de la sécurité occupe la deuxième place dans leurs

préoccupations, après le fait qu'on y trouve "trop de toxicomanes et d'ivrognes et trop de trafiquants de drogue".

Ce quartier est multiculturel. Un pourcentage élevé de la collectivité est composé de réfugiés, d'immigrants et de migrants appauvris d'autres provinces. On y entend aussi couramment parler en cantonais, en vietnamien et en espagnol qu'en anglais. Bon nombre des résidents y habitant ne parlent aucune des deux langues officielles du Canada. Ils subissent un choc culturel, tentent désespérément de se refaire une vie dans un nouveau pays sans en connaître les lois, sont habituellement sans travail et cherchent des emplois de premier échelon.

Au fil des ans, l'héritage culturel des résidents s'est transformé tant dans ce quartier qu'à Stamp's Place. Autrefois, Stamp's Place était surtout occupé par des Autochtones urbains et des immigrants italiens et portugais. À l'heure actuelle, les locataires de Stamp's Place sont originaires du Salvador, du Guatemala, du Nicaragua, du Vietnam, de Hong Kong, de l'Ouganda, de la Somalie et de l'Europe de l'Est.

Bien que Stamp's Place ne constitue pas un exemple représentatif du logement social au Canada, la crainte d'être victime semble concorder avec les préoccupations exprimées par les locataires de logement public selon l'évaluation de 1988 réalisée par la SCHL. Dans une proportion de 49%, les résidents ont indiqué qu'un ou plusieurs types de crime présentaient un problème de taille. Ce sont les résidents d'ensembles familiaux situés dans des centres urbains de plus de 100 000 habitants qui se sont montrés les plus inquiets (Source : SCHL).

Incidents ayant déclenché le processus

Un processus commence toujours par une première mesure. Le drame qui a incité les résidents à prendre une première mesure, soit la formation du Comité de sécurité, a favorisé l'action communautaire à la manière d'un catalyseur. À deux reprises, vers la fin de l'hiver et le début du printemps 1991, on a trouvé des cadavres dans les couloirs d'une tour d'habitation pour les aînés. Dans les deux cas, il s'agissait de meurtres. Bien qu'accoutumés aux nombreux crimes sévissant dans leur quartier, les aînés furent pris de peur. Ils souhaitaient qu'on réagisse et qu'on les protège. La peur est un puissant catalyseur.

À maintes reprises, les aînés tentèrent en vain d'obtenir de l'information auprès du service de police. Frustration, peur et impuissance envahirent la tour d'habitation des aînés. D'autres résidents d'immeubles à trois étages (sans ascenseur) et de maisons en bande ayant entendu parler de ces incidents éprouvaient autant de crainte.

Toute demande personnelle d'explication auprès du service de police restait sans réponse. Souhaitant régler cette question avec la police, l'association des locataires a également essuyé un refus. On a donc confié ce problème au travailleur social des aînés du centre communautaire, qui avait été construit pour ce complexe et pour le complexe adjacent Stamp's Place. L'un des plus anciens résidents de la tour d'habitation agissait également à titre de président du conseil

d'administration de l'association communautaire du centre et était membre de la société des aînés y oeuvrant.

Le président et le travailleur social des aînés présentèrent le problème au cours d'une réunion du conseil d'administration de l'association communautaire. Lors de cette réunion, on a décidé de mobiliser les organismes locaux, les résidents, la British Columbia Housing Management Commission (BCHMC), les ministères gouvernementaux concernés et le milieu des affaires. Ainsi naquit le Comité de sécurité de Stamp's Place.

Première réunion de planification

La première réunion de planification a eu lieu en avril 1991. Le coordonnateur du centre communautaire, le travailleur social des aînés, le président, un travailleur communautaire bénévole et cinq locataires concernés se sont alors réunis pour organiser la première réunion des résidents et mettre au point un plan destiné à former un comité de sécurité.

Ce groupe a alors décidé de solliciter la participation de tous les résidents concernés, de la B.C. Coalition for Safer Communities, du Solliciteur général du Canada, de l'association des locataires, de la direction de la BCHMC, de la police, de l'association communautaire, des organismes locaux et du milieu des affaires. On a donc invité toutes les personnes concernées à participer à une réunion dans la tour d'habitation des aînés.

Le directeur de l'ensemble résidentiel pour la BCHMC ainsi que le superviseur et les gardiens de l'immeuble y avaient tous été invités. Parmi les divers services policiers de Vancouver invités, mentionnons le Native Liaison Team, le Strathcona Police Team et le Crime Prevention Officer. La liste des invités comprenait également un organisme local offrant des services aux vagabonds, aux travailleurs du sexe et aux piquomanes. Les membres du conseil d'administration de l'association communautaire et ceux de la première équipe de planification participèrent à la première réunion du Comité de sécurité fixée un certain soir dans le salon de la tour d'habitation des aînés.

L'ordre du jour consistait simplement à recevoir de l'information du service de police, d'écouter les préoccupations des locataires et d'entamer le processus d'élaboration de plans à court, à moyen et à long termes en vue de rendre l'environnement plus sûr et sécuritaire.

Plus de 150 personnes - résidents, personnalités invitées et membres du comité de planification - se sont entassées dans la salle de réunion. La tension y était élevée et les locataires, désireux qu'on réponde à leurs questions et qu'on agisse. La séance fut alors ouverte, et les résidents purent poser leurs questions et exprimer leurs préoccupations. On sentait de l'animosité envers les gardiens de l'immeuble, la direction de la BCHMC et le service de police. Ce fut une réunion marquée par la colère, l'intensité et la provocation. Les locataires ont pu décharger leurs frustrations. Les chiffres

stupéfiants, les préoccupations et l'énergie exprimés lors de cette réunion incitèrent la BCHMC et le service de police à collaborer avec le Comité en vue de résoudre les problèmes soulevés.

Caractéristiques organisationnelles du Comité de sécurité

"Pour réduire les crimes commis dans des quartiers aussi instables, il faut non seulement mobiliser les membres de la collectivité, mais encore réévaluer comment les ressources existantes sont affectées et gérées. Parfois, et en particulier au début d'une initiative, il faut faire appel à des ressources externes additionnelles." (Graham, 1990)

La coalition des gens et des organisme et la collaboration au sein du Comité se sont avérées les piliers essentiels du Comité de sécurité de Stamp's Place. Il est essentiel de reconnaître le travail des principaux acteurs :

1. Coordonnateur du centre communautaire
2. Employé du solliciteur général
3. Travailleur communautaire bénévole
4. Travailleur social des aînés
5. Président de l'association communautaire (et résident de longue date).

Ces acteurs ont certes joué un rôle prépondérant, mais il ne faut pas oublier le rôle essentiel que les résidents ont joué dans le Comité de sécurité. C'est l'association acteurs clés/résidents qui a fait du Comité un succès. Le service de police a ressenti la présence de l'employé du solliciteur général, la pression politique de l'association communautaire et du coordonnateur et l'impact organisationnel du travailleur social des aînés. Le travailleur communautaire bénévole a assuré la liaison entre ces groupes et la B.C. Coalition for Safer Communities. Tous ces éléments ont contribué à l'établissement d'une stratégie complète qui a aidé à orienter le Comité.

Le Comité aurait pu sombrer dans une guerre de mots et d'accusations n'eût été le soutien de ces acteurs clés, qui se sont chargés en grande partie de l'organisation, des communications téléphoniques, de l'élaboration des ordres du jour et de la tenue des réunions de planification précédant chaque réunion du Comité et qui ont exercé des pressions auprès du service de police et de la BCHMC.

Les locataires et les gardiens de l'immeuble se détestaient ouvertement. Chacun de ces deux groupes accusait l'autre de la détérioration de Stamp's Place. Voulant justifier son mutisme, le service de police soutenait qu'il ne pouvait divulguer aucune information en raison de l'enquête en cours. Cette attitude explique la relation prévalant alors entre le service de police et la collectivité. Dans sa quête de soutien et de réconfort - dans un contexte communautaire - auprès du service de police, la collectivité n'a obtenu qu'une réponse technique et juridique qui a davantage alimenté l'antagonisme et la méfiance entre ces deux derniers groupes.

Dans un tel contexte, les acteurs clés étaient essentiels; ils ont assuré le bon fonctionnement de l'organisation et la participation des résidents et, grâce à l'élaboration d'un plan stratégique à long

terme, ils ont pu encourager le Comité à progresser et à réaliser l'objectif d'établir une collectivité plus sûre.

Planification stratégique du Comité

Les locataires présents à la première réunion ont élu les membres du Conseil exécutif du Comité de sécurité, conseil dont la composition est la suivante : le coordonnateur du centre communautaire, le président de l'association communautaire (et résident de longue date de Stamp's Place), le travailleur communautaire bénévole, un parent, le service de police, la B.C. Coalition for Safer Communities, la direction de la BCHMC, le travailleur social des aînés, un représentant des jeunes et deux aînés. Les membres du Conseil exécutif se sont réunis tous les mois, soit une semaine avant la réunion du Comité de sécurité.

Le plan stratégique du Conseil exécutif reposait sur quelques principes fondamentaux qui ont finalement constitué le fondement du plan stratégique du Comité de sécurité. Selon ces principes, l'intervention doit :

1. être issue du quartier;
2. donner plus de contrôle aux locataires;
3. s'attaquer aux causes et non seulement aux symptômes;
4. faire appel aux jeunes du quartier;
5. être multiculturelle;
6. être exercée par le milieu et non pas des professionnels;
7. faire appel aux policiers en tant que partenaires égaux;
8. assurer la réalisation d'objectifs à court, long et moyen termes;
9. comporter la notion de haut niveau de tolérance et responsabilisation.

Ces principes ont été intégrés à la structure même du Comité de sécurité. Le Conseil exécutif s'est chargé des ordres du jour des réunions. Pour chaque réunion, il a rédigé un procès-verbal, expédié les convocations à l'avance et fait en sorte que les acteurs clés soient présents.

Voici une interprétation de chacun des neuf principes énoncés ci-dessus :

1. L'intervention doit être issue du quartier

Ce principe comporte la notion selon laquelle chaque quartier est unique. Chaque quartier a ses points forts et ses points faibles. Aucune panacée ne peut être appliquée. Chaque quartier comporte ses propres ressources et ses propres solutions à ses problèmes.

2. L'intervention doit donner plus de contrôle aux locataires

Ce principe souligne la nécessité de donner plus de pouvoir aux gens. Les collectivités ont besoin de sentir qu'elles exercent une influence et un contrôle sur leur environnement. Il ne suffit pas

d'importer des solutions professionnelles et de les imposer à un quartier. Chaque collectivité doit régler ses propres problèmes.

3. L'intervention doit s'attaquer aux causes et non seulement aux symptômes

Par ce principe, on tente de s'attaquer aux causes sous-jacentes du crime. Ce sont les causes sous-jacentes qui comptent le plus. Ainsi, on ne se limite pas à appliquer la loi de façon plus stricte, à emprisonner les coupables et à déplacer le symptôme vers un autre secteur ou quartier.

4. L'intervention doit faire appel aux jeunes

Selon ce principe, les jeunes sont considérés comme une partie de la solution et non comme une partie du problème. On a donc voulu que le conseil des jeunes du centre communautaire local et que les jeunes du secteur fassent partie du Comité et contribuent à l'élaboration des plans.

5. L'intervention doit être multiculturelle

Le secteur étant multiculturel, des interprètes assistaient toujours aux réunions afin que tous les résidents puissent y prendre part. Les convocations étaient traduites en chinois et en espagnol. Lors des réunions, on visait à mettre à l'aise toutes les personnes, peu importe leur culture ou leur langue.

6. L'intervention doit être exercée par le milieu et non par des professionnels

Les résidents du secteur sont depuis très longtemps assujettis à des programmes et à des plans élaborés par des professionnels rémunérés qui n'habitent pas le milieu. Ces professionnels proposent souvent des programmes inefficaces et coûteux appliqués à partir de l'extérieur du milieu.

7. L'intervention doit faire appel aux policiers en tant que partenaires égaux

Le service de police est indispensable au Comité. On a invité des policiers en tant que partenaires égaux et non en tant que "solution" aux problèmes. Les services et les programmes traditionnels de maintien de l'ordre se sont révélés inefficaces jusqu'à maintenant dans ce secteur. Le Comité ne voulait pas d'une intervention musclée de la police suivie d'un "retour aux vieilles habitudes" dans le quartier. Les organismes Parents-Secours et Surveillance de quartier qui s'étaient établis dans le quartier s'y sont effondrés. Le maintien de l'ordre dans cette collectivité était un problème chronique. Ce que l'on souhaitait, c'était une participation de la police dans le cadre d'un plan à long terme établi par la collectivité.

8. L'intervention doit assurer la réalisation d'objectifs à court, moyen et long termes

Le Conseil exécutif estimait qu'il fallait établir des objectifs à court, moyen et long termes. L'élaboration de programmes permettrait à chacun de constater une progression, d'être concerné et de mettre au point des solutions à long terme aux problèmes chroniques.

9. L'intervention doit comporter la notion de haut niveau de tolérance et responsabilisation

La notion de "haut niveau de tolérance et responsabilisation" est un principe fondamental. Le Comité savait qu'il ne pouvait mettre fin à la prostitution et au commerce de la drogue dans le quartier. Il croyait aussi que, en rendant les membres de la collectivité tolérants et les travailleurs du sexe et les narcomanes responsables, une coexistence pacifique était possible.

Plan du Comité de sécurité

Le Conseil exécutif, en consultation avec tous les membres du Comité de sécurité, a mis au point un plan d'intervention stratégique. La stratégie tient compte de toutes les préoccupations des locataires. En voici la liste :

1. Amélioration de la sécurité de l'immeuble pour ne pas qu'il y ait d'autres "cadavres"
2. Amélioration de la sécurité du milieu
3. Participation accrue de la BCHMC et des gardiens de l'immeuble
4. Fermeture du Western Sports Bar
5. Responsabilisation accrue de certains "motels" du secteur
6. Responsabilisation accrue des travailleurs du sexe
7. Responsabilisation accrue des piquomanes
8. Entretien et amélioration régulières de l'immeuble
9. Responsabilisation accrue dans les stationnements
10. Participation accrue de la police par l'entremise de services de police communautaires
11. La BCHMC doit mettre un terme à la pédophilie dans Stamp's Place
12. Résiliation du bail des locataires qui enfreignent continuellement les règles
13. Plan de sécurité pour les aînés
14. Réduction des occasions de commettre un crime
15. Sécurité accrue pour les enfants
16. Responsabilisation et contrôle accrus des adolescents.

Ces plaintes ou préoccupations des locataires ont constitué le fondement de la stratégie. Le Conseil exécutif a tenté de concevoir un plan d'intervention qui traduise les préoccupations en un processus efficace, systématique et durable.

Théoriquement, le plan est simple. On a tout simplement réparti les préoccupations en objectifs à court, à moyen et à long termes. On a déterminé les principaux intervenants devant s'occuper de chaque objectif, fait en sorte de les amener à participer à une réunion du Comité de sécurité abordant tous les sujets et incité ceux-ci à s'engager à réaliser l'objectif les concernant. En réalité, il s'agit d'une entreprise complexe. Bien que la détermination des objectifs à court, à moyen et à long termes soit un exercice utile qui facilite la planification, le Comité s'est vite rendu compte qu'il ne maîtrisait pas tout à fait la situation. Outre certains problèmes susmentionnés, le Comité s'est aperçu que la réalisation de bon nombre des objectifs dépend de la collaboration d'institutions

qui ne sont pas nécessairement habituées à oeuvrer dans un contexte communautaire. Il faut s'armer de patience, de ténacité et de souplesse.

Objectifs à court terme

Les objectifs à court terme concernent surtout les transformations réelles du milieu qui peuvent être apportées par la police et la BCHMC. Le service de police a mené une étude de prévention du crime par l'aménagement du milieu. L'étude a confirmé non seulement que l'éclairage était inadéquat mais aussi que la plupart des ampoules étaient "grillées" ou avaient besoin d'être remplacées. En fait, il y avait tellement d'ampoules grillées qu'on a dû adresser une commande spéciale à un fabricant pour les remplacer. Cette question a permis de soulever certains problèmes relationnels clés entre les locataires, les gardiens de l'immeuble et la BCHMC. Il n'y avait aucun éclairage extérieur, et en particulier dans le quadrilatère surnommé "zone dangereuse à ses risques et périls", parce que les appareils d'éclairage étaient endommagés ou que les ampoules étaient grillées. En fait, selon la BCHMC, la facture de réparation de l'éclairage s'élevait à 15 000 dollars. Le Comité s'est donc demandé ce qu'il en était des "droits des locataires", pourquoi les gardiens de l'immeuble ne fournissaient pas aux locataires les ressources pertinentes alors que cette responsabilité leur incombe de toute évidence et pourquoi les locataires n'ont pas présenté une plainte à l'organisme d'habitation. Il s'est également demandé si le genre de relation "parent-enfant" découlant de la structure actuelle fonctionnait et si d'autres modèles plus efficaces pouvaient être appliqués au logement social. D'ailleurs, ces questions se posent depuis fort longtemps.

L'étude de prévention du crime par l'aménagement du milieu a également fourni des indices sur la qualité du milieu de Stamp's Place. Les recommandations de tailler les buissons, d'abaisser les clôtures, d'éliminer les endroits sombres où des gens pouvaient s'injecter des drogues ou s'adonner à des activités sexuelles ont beaucoup amélioré le sentiment de sûreté et de sécurité. L'ajout de miroirs et de nouveaux appareils d'éclairage et le remplacement des ampoules grillées ont rendu le milieu plus sûr et sécuritaire. Selon les locataires, l'éclairage a réduit le nombre d'incidents se produisant dans les environs. Cette constatation vient confirmer les résultats d'une recherche sur les mesures d'éclairage prises dans trois cités ouvrières, étude menée par le Safe Neighbourhood Unit en 1988, au Royaume-Uni. L'étude a révélé que l'insuffisance d'éclairage amène les gens à craindre une augmentation du taux de criminalité. Un autre étude citée dans la précédente a révélé que l'éclairage combiné à des interventions sociales peut "matériellement modifier et améliorer un secteur et réduire le nombre de crimes qui y sont commis" (Crime Prevention on Council Estates, SNU, 1993). Quoiqu'évident, cela soulève la question de l'augmentation de la vulnérabilité aux crimes par la création d'un "faux sentiment de sécurité" pour n'avoir que modifié le milieu physique.

C'est alors que le directeur de Stamp's Place pour la BCHMC a démissionné et a été remplacé par un nouveau directeur ayant passé son enfance dans un ensemble de logement public. L'expérience pratique du nouveau directeur a favorisé la prise de mesures concernant certains problèmes. Le nouveau directeur est devenu un membre essentiel du Conseil exécutif.

Les résidents avaient exigé plus de mesures de sécurité, dont l'installation d'un interphone ne leur permettant pas d'ouvrir à distance l'accès aux visiteurs à compter de 21 h 00. On s'était rendu compte que les cadavres trouvés dans l'ensemble résidentiel y avaient été amenés depuis un motel avoisinant et introduits parce qu'un résident avait, par mégarde, commandé à distance l'ouverture de la porte d'entrée.

La mise en service de ce système se révélait difficile, mais, grâce au nouveau directeur, un nouveau système d'interphone fut installé. Les locataires ont également demandé qu'on installe un verrou actionné par le système d'alarme sur les portes d'évacuation et les portes d'aires communes afin d'empêcher que les gens ne les ouvrent et que n'y entrent des "vagabonds et des criminels". Le nouveau directeur s'en chargea.

En fait, les objectifs à court terme, dont la restriction de l'accès au stationnement aux seuls résidents, l'interphone et une meilleure attention des gardiens de l'immeuble envers les besoins des locataires, ont tous été réalisés dans les quatre mois suivant la "première réunion très animée". Le système de stationnement, l'interphone, le système d'alarme et les recommandations de l'étude de prévention du crime par l'aménagement du milieu avaient été mis en oeuvre. Les résidents se sentirent en sûreté et maîtres de leur foyer. La principale retombée de cette nouvelle confiance, outre la réduction du niveau de la peur, a été de nourrir l'enthousiasme des locataires et des organismes communautaires concernés par le processus.

Objectifs à moyen terme

Les objectifs à moyen terme portaient davantage sur des questions sociales et les relations entre les groupes. Toutefois, la modification du milieu physique demeurait un sujet d'actualité. Les questions sociales et environnementales formant les objectifs devaient amener les locataires à faire face aux propriétaires d'une maison de pari autorisée à proximité de Stamp's Place au sujet du problème de la prostitution et de l'ébriété de certains clients. Le recel de biens volés devait également les amener à confronter deux propriétaires de motel sur le fait que certains de leurs clients fréquentaient des enfants et que ces enfants se retrouvaient continuellement dans les chambres de ces bradeurs.

Le volet social a consisté à établir des mesures de prévention avec la police. Un agent de police qui était affecté au secteur et avait gagné la confiance des jeunes a été muté en raison d'une rotation de personnel. Les jeunes ont écrit des lettres à l'inspecteur, au chef de police et au maire, mais sans résultat. Parmi les autres objectifs visés par la police, mentionnons les communications régulières avec l'équipe de policiers du quartier, le recours aux policiers en vélo et un style de maintien de l'ordre davantage axé sur la prévention et la collectivité dans le secteur, et en particulier dans Stamp's Place.

Les membres du Comité de sécurité étaient disposés à collaborer avec la police et à satisfaire certaines des demandes qu'elle leur avait présentées. En fait, le service de police a demandé que les programmes traditionnels de maintien de l'ordre qui avaient échoué, dont Parents-Secours et Surveillance de quartier, soient rétablis à titre d'essai. Les membres du Comité acceptèrent mais

exigèrent tout de même que le policier muté soit réaffecté dans le secteur et que l'équipe de policiers du quartier soit en devoir un jour par semaine aux mêmes heures.

Le Comité de sécurité souhaitait collaborer avec un organisme étant en contact avec de nombreux travailleurs du sexe afin que ces derniers tiennent le stationnement et les couloirs comme des "zones interdites aux activités sexuelles". Des affiches et des cartes furent imprimées et installées à cette fin. L'organisme eut recours à des réunions et à son personnel pour promouvoir l'idée des "zones interdites". Contrairement à d'autres secteurs utilisant les résidents pour blâmer les "voisins" et intimider les travailleurs du sexe, cette idée reconnaît le fait qu'il est impossible de mettre fin à la prostitution et qu'une solution empreinte de haut niveau de tolérance et de responsabilisation pourrait permettre une coexistence pacifique. Toutefois, les stationnements étaient jonchés de condoms, les enfants étaient témoins de l'activité sexuelle et les entrées et les ruelles regorgeaient de travailleurs du sexe. Il fallait mettre fin à cette situation.

Le Comité de sécurité voulait également que la direction de la BCHMC et les gardiens de l'immeuble établissent une meilleure relation de collaboration, de consultation et de confiance particulièrement avec les résidents impliqués dans des activités criminelles et exploitant les jeunes à leurs fins. La crainte de représailles de la part de ces résidents était fondée. Les gardiens de l'immeuble faisaient également problème. Les locataires se sont plaints que certains gardiens laissaient les portes ouvertes, désactivaient les alarmes récemment installées et ne répondaient pas aux appels téléphoniques. Ces problèmes les agaçaient depuis longtemps.

Afin de sensibiliser les gens aux problèmes à moyen terme, l'objectif à moyen est finalement devenu la tenue d'un salon de la sécurité dans le secteur. Le but du salon de la sécurité était d'élargir le cadre de participation (résidents autres que ceux de Stamp's Place), de promouvoir des activités et des valeurs et de fournir des renseignements aux résidents du secteur sur la création d'une collectivité plus sûre.

Objectifs à long terme

Comme premier objectif à long terme, le Comité de sécurité souhaite mettre au point une ligne de conduite sur la pédophilie afin de refuser le droit de résidence aux personnes ayant commis des infractions d'ordre sexuel contre des enfants. Cette question continue de préoccuper au plus haut point les membres du Comité de sécurité. Ces dernières années, de nombreuses infractions d'ordre sexuel contre des enfants ont impliqué des adultes habitant l'ensemble résidentiel, et l'on s'est rendu compte que ces agresseurs avaient déjà été traduits en justice pour des infractions sexuelles.

Comme deuxième objectif à long terme, le Comité de sécurité souhaite établir des services de police communautaires. Le nombre de crimes rapportés est très faible dans ce secteur malgré le taux très élevé de criminalité y prévalant. Les résidents ne croient pas en l'efficacité de l'intervention de la police, mais ils souhaitent ardemment établir un rapport avec celle-ci. Les locataires veulent une présence policière continue et non seulement une intervention de la police après dénonciation d'un crime. Cet objectif est analogue à l'expérience de l'Anti-Crime Program (1985) du Department of Housing and Urban Development aux États-Unis, programme dont la

réussite dépend d'abord et avant tout de la participation de la police. Les résidents estiment que la participation de la police montre que les autorités prennent le problème au sérieux, ce qui accroît le désir d'une présence policière (Graham, 1990). Les membres du Comité de sécurité croient que la police tirerait de nombreux bénéfices à développer un rapport de confiance avec la collectivité : les résidents seraient plus disposés à fournir des indices, ce qui faciliterait les arrestations et les condamnations et réduirait le temps consacré aux enquêtes.

Par ailleurs, les résidents pourraient se fier à la police et sentir que celle-ci fait vraiment partie de la collectivité. La confiance que peut témoigner les membres du Comité de sécurité s'applique à un agent de police ou à un groupe d'agents bien précis et non pas à un uniforme. De nombreux résidents ont porté plainte contre l'abus de pouvoir de certains policiers. Souvent, la police harcèle et arrête les mauvaises personnes et, en général, ne sait pas "qui est qui" dans le quartier.

L'agent de police chargé des jeunes ayant établi un rapport de confiance avec ceux-ci pouvait plus facilement leur faire divulguer des informations sur des vols, de la violence et des événements traumatisants qu'ils n'auraient racontés à personne. Stamp's Place est disposé à faciliter ce rapport en offrant gratuitement à l'agent de police un bureau.

Ce bureau pourrait servir de centre de rapport où travailleraient des résidents. De nos jours, la majeure partie du travail d'une police consiste à remplir des comptes rendus sur des incidents, des vols qualifiés, des accidents de voiture et d'autres types de crimes. Les membres du Comité pourraient réduire le temps que consacre la police à s'occuper de la paperasse lorsqu'un "crime" a été commis et offrir aux résidents un cadre sûr de divulgation des crimes. Le Community Volunteer Program parrainé par le Ministry of Social Services assumerait les coûts de la formation de locataires sur la façon de remplir les comptes rendus ainsi que les honoraires versés aux locataires affectés à cette tâche. Tous estiment que cette initiative contribuerait à développer un rapport différent avec la police, à réaliser des économies et à donner plus temps à la police pour se consacrer aux activités des services de police communautaires.

Nous savons ce qui fonctionne mal dans le système policier actuel : rotation du personnel policier, patrouilles automobiles et affectation des policiers en fonction des crimes signalés. L'objectif du Comité combine quelques-unes des méthodes unidimensionnelles appliquées aux services de police dits communautaires - comme celle de limiter la participation des citoyens à offrir un soutien administratif à la police de quartier - en tentant de créer un rapport communautaire reposant en particulier sur une équipe d'agents affectés au quartier pour une longue période. Dans une cité ouvrière du Royaume-Uni, la Pepys Estate à Deptford, on a réduit de beaucoup les crimes - réduction de 50% des cambriolages, de 60% des vols de voiture et réduction du harcèlement en raison de la race - à la suite de la mise en oeuvre d'un programme de "services de police de quartier" combiné à des interventions sociales, programme analogue à celui qu'a proposé le Comité de sécurité (Crime Prevention on Council Estates, 1993).

Les locataires s'inquiètent vraiment du nombre impressionnant de piquomanes et de la menace qu'ils représentent pour la collectivité en raison de leur comportement mais aussi du climat général dangereux que présentent la vente de drogues, la violence, les vols et les seringues jetées

par terre. La crainte de contracter le SIDA par ces seringues, le recrutement d'enfants pour le transport de la drogue contre rémunération et les vols commis par les toxicomanes pour satisfaire leur dépendance contribuent à la dégénérescence urbaine autour de Stamp's Place. Le programme d'échange de seringues constitue un pas dans la bonne direction.

En outre, ce quartier a besoin d'une intervention communautaire soutenue par les institutions du secteur, de programmes comme les programmes de désintoxication mobiles appliqués par les résidents du quartier, de programmes de travail pour mettre fin à la pauvreté et de programmes adéquats de garde des enfants pour venir en aide aux enfants des familles délinquantes.

Comme dernier objectif à long terme, le Comité de sécurité visait à ce que les jeunes participent à ses réunions et à la prévention du crime. Les jeunes du quartier sont des proies faciles pour les bradeurs. Le nombre moyen d'activités criminelles par jeune du quartier est élevé. Par cet objectif, on visait à favoriser la participation des jeunes en tant que partie de la solution et non à les aliéner et à les blâmer de la situation.

Réalisations et échecs - Points saillants

Voici les éléments qui ont produit de bons résultats :

- Encourager la participation des résidents grâce aux interprètes et à la traduction des avis dans trois langues.
- Élaborer un plan en fonction des préoccupations des locataires.
- Nommer des locataires à des postes influents du Comité.
- Obtenir du soutien pour les locataires en incitant les membres concernés du Conseil exécutif à élaborer une stratégie.
- Tenir des réunions générales avec de nombreux locataires afin d'assurer la présence de la police et l'engagement envers le plan.
- Assurer la participation soutenue de la BCHMC et obtenir son aide pour l'entretien matériel et l'amélioration du milieu physique de Stamp's Place.
- Faire jouer à l'association du centre communautaire le rôle de contrepoids, de moteur et de coparrain du Comité de sécurité.
- Offrir des ressources, du soutien et une perspective élargie de la collectivité ne se limitant pas à un ensemble résidentiel donné grâce à la présence du centre communautaire aux réunions du Comité.
- Bénéficier du soutien administratif inestimable du travailleur social des aînés et du coordonnateur du centre communautaire sans lesquels le Comité aurait tourné en rond.
- Assurer la participation soutenue de la police. Les membres du Comité ont dû faire preuve de ténacité, d'habileté et de patience pour s'assurer la participation de la police aux activités

du Comité. Ils ont dû faire beaucoup d'appels téléphoniques, envoyer des télécopies et des invitations et faire des appels de suivi. Dans certaines réunions, la police était très présente, alors qu'elle brillait par son absence dans d'autres.

- Faire respecter les règlements municipaux. Le Comité a réussi à régler le problème de la maison de pari (Sports Betting Bar) et des deux motels en collaboration avec la police grâce à l'application des règlements municipaux. On a définitivement fermé la maison de pari et annulé son permis d'exploitation. Les deux exploitants de motel se sont conformés à la demande de la police de "bien se conduire". Les retombées sur le quartier ont été renversantes. Appliquer le code criminel s'avère coûteux, ardu et souvent frustrant. L'application des règlements municipaux en collaboration avec les membres de la collectivité est rapide, efficace et bon marché et peut réduire les délais, les enquêtes, la victimisation et l'incarcération.

Parmi les stratégies de prévention du crime, l'examen des règlements municipaux pourrait être un secteur clé à examiner. Nul n'est tenu d'attendre qu'Ottawa adopte une loi sur le contrôle des armes à feu. Toute municipalité peut adopter des règlements municipaux sur le contrôle des armes à feu. Si l'on veut donner du contrôle aux collectivités, leur permettre de prévenir le crime et leur conférer un caractère unique, alors les règlements municipaux sont aussi importants que les lois fédérales. Chaque collectivité peut travailler au niveau local afin de créer le climat qu'elle souhaite et régler les problèmes qui lui sont propres avec créativité et à sa façon.

D'entrée de jeu, certains membres du Comité ont suggéré la tenue d'une étude afin de déterminer les niveaux réels de peur et de victimisation. Cette suggestion n'a reçu l'appui ni des locataires ni des organismes communautaires locaux. Les membres de la collectivité voulaient des gestes concrets et craignaient qu'on les utilise, comme cela s'est souvent produit, pour réaliser un projet de recherche destiné à être jeté aux oubliettes. Finalement, un sondage fut mis au point et les locataires y participèrent en répondant à des questions lors d'une réunion du Comité de sécurité.

Bien que cette méthode de collecte de données ne fût pas aussi fiable que l'étude proposée, elle a pu fournir des informations anecdotiques venant confirmer les niveaux de peur, car tous estimaient que les lieux publics n'étaient pas sûrs la nuit. Les niveaux de peur étaient supérieurs aux niveaux de victimisation. Les locataires voulaient des mesures immédiates pour maîtriser les bandes, la drogue, l'alcoolisme et la prostitution se traduisant par le vol, le vandalisme, les voies de fait et le "vagabondage".

La prise de décision est le point le plus important ayant préoccupé les locataires au sujet de l'étude. Ce sont eux qui ont décidé si elle devait être menée.

Le Comité a également demandé des renseignements démographiques auprès de la BCHMC. Des renseignements sur la durée de résidence, l'âge des enfants et des jeunes de l'ensemble résidentiel, le nombre d'aînés et le nombre de familles monoparentales se seraient avérés utiles pour

l'élaboration de programmes. Malheureusement, la BCHMC ne disposait d'aucun enregistrement informatique sur ces points et n'a pas pu fournir de renseignements détaillés.

Le salon de la sécurité : L'idée et l'évaluation

Le salon de la sécurité comptait parmi les objectifs à moyen terme du Comité de sécurité. Le salon de la sécurité, appelé "Stay Safe, Play Fair" a été conçu pour éduquer et faire participer plus de résidents à la création d'une collectivité sûre.

L'idée d'un salon de la sécurité vient du Conseil exécutif du Comité de sécurité. Tous les membres du Comité de sécurité ont appuyé cette idée. On a alors formé un Comité de planification du salon de la sécurité composé du coordonnateur du centre communautaire, d'une infirmière, d'un agent de police, d'un coordonnateur d'un centre communautaire situé cinq pâtés de maisons plus loin, d'un bénévole de la collectivité, du directeur de Stamp's Place, du président du Comité de sécurité, du travailleur social des aînés, de la B.C. Coalition for Safer Communities et d'un représentant du programme d'échange de seringues.

Les objectifs de ce salon étaient d'y attirer 500 visiteurs, de "fermer les rues et les parcs pendant une journée", d'éduquer la collectivité sur les questions de santé et de sécurité et d'offrir un lieu permettant d'accroître la participation de la collectivité.

Le Comité de sécurité a reçu des fonds de la SCHL et de la BCHMC afin d'organiser, de planifier et de mettre en oeuvre le salon de la sécurité. Le budget total s'élevait à 4 000 dollars. On a pu y offrir un repas à 500 personnes (poulet frit et salade de choux) ainsi que des collations aux enfants, louer un système de sonorisation pour la journée, acheter des prix pour les enfants (casques de bicyclette, vêtements de sécurité pour être plus visible, genouillères pour le patin à roues alignées, etc.), imprimer des passeports pour le salon de sécurité, assumer les coûts de la publicité, rémunérer des adolescents, louer des costumes, acheter des ballons et offrir des divertissements.

Le but principal du salon était de convaincre les visiteurs que la sécurité peut être agréable et que tout le quartier peut y voir. Au total, trois parcs, deux centres communautaires, deux ensembles résidentiels et plusieurs institutions et organismes ont participé à cet événement.

La principale attraction avait lieu dans le parc MacLean situé presque au milieu des trois parcs, entre les deux centres communautaires et les ensembles résidentiels. C'est dans ce parc qu'on y offrait repas, discours et stands.

Les présentations, les jeux et les stands étaient répartis dans les trois parcs au coeur du centre-ville. La police était le principal collaborateur et organisateur de cet événement. Parmi les stands de la police, mentionnons les suivants :

1. L'escouade des chiens policiers
2. L'escouade des policiers à cheval

3. La collection de vieilles voitures de police
4. L'escouade des polices en motocyclette
5. Le "panier à salade".

Ces stands de la police se trouvaient dans le même parc. On pouvait y questionner des policiers de 10 h 30 à 13 h 30. Dans ce même parc, on trouvait les stands suivants :

1. Le Vancouver Fire Boat
2. La Garde côtière
3. La maison en feu du service des incendies.

Bref, tous les organismes officiels d'intervention en matière de sécurité et d'urgence étaient situés dans ce parc. Un service de navette entre les deux autres parcs permettait aux participants de se déplacer d'un parc à l'autre.

Parmi les discours prononcés, mentionnons les suivants :

1. Le président du Comité de sécurité
2. Un message du Cabinet du Premier ministre du Canada
3. Un message du premier ministre provincial
4. Une allocution du porte-parole néo-démocrate en matière de justice
5. Une allocution du député du comté
6. Une allocution d'un conseiller municipal
7. Une allocution du président du conseil d'administration de Parks and Recreation

Les discours ont été prononcés à 13 h 30 en même temps qu'on servait le dîner.

Parmi les stands situés dans le parc MacLean, mentionnons les suivants :

1. Service de santé de Vancouver
2. Programme pour l'identification des enfants
3. Camionnette du programme d'échange de seringues Deyas
4. Tea Cup Reading
5. People's Law School
6. Asia Pacific Justice Liaison Society
7. Présentoir de systèmes d'alarme personnels pour les aînés.

Parmi les divertissements offerts, mentionnons le grimage, les ballons, l'estampillage des passeports à chaque stand, les clowns et les super héros circulant et distribuant des prix aux enfants (dont les passeports étaient estampés) et des lots de tombola.

Au troisième parc, le conseil des jeunes de Ray Cam s'occupait du jeu "serpents et échelles sur la sécurité" spécialement conçu pour l'événement et on y trouvait des autos-jouets à pédales avec des instructions de sécurité, l'escouade des policiers à vélo ainsi que de la nourriture, des ballons

et des prix distribués par des adolescents déguisés. Dans ce parc, on distribuait des collations et des breuvages.

Combien de personnes ont visité ce salon?

Selon les compteurs, plus de 600 personnes ont visité le salon de la sécurité.

Quels présentations ont remporté le plus de succès?

Le programme pour l'identification des enfants a été bien accueilli et occupé de l'ouverture à la fermeture du salon. L'escouade des chiens policiers a été un peu ébranlée. Évidemment, la nourriture a été fort appréciée et les visiteurs ont tout dévoré!

Les enfants ont adoré monter dans les voitures de police, se faire passer les menottes, mettre en marche la sirène et le clignoteur et bavarder avec les agents de police! Les prix de tombola et pour les passeports ont vraiment été appréciés. Les enfants ont adoré les autos-jouets (on a même vu certains adolescents s'y adonner), et bon nombre d'entre eux auraient voulu les conduire beaucoup plus longtemps que ne le permettait la file d'attente.

Toute la journée, une file d'adultes et d'ainés attendait que se libère une place pour le Tea Cup Reading (présenté par le président du Comité de sécurité). Les enfants ont aimé le grimage et le jeu d'échelles et serpents sur la sécurité mis au point par les adolescents du secteur. Les membres du Comité du salon de la sécurité se sont réunis pour évaluer la degré de réussite du salon. L'un deux a même suggéré qu'on évalue s'il s'était commis moins de crimes cette journée-là!

Dans l'ensemble, tous étaient ravis de la présence de plus de 600 personnes. Comment devrait-on s'y prendre l'an prochain? La principale critique a été que le salon aurait dû avoir lieu dans un seul parc. La tenue du salon dans trois parcs a dilué l'impact des stands et l'objectif du salon. L'an prochain, le salon aura lieu dans le parc MacLean seulement.

La deuxième critique portait sur la date choisie pour la tenue du salon. Le 26 août, jour de la semaine, n'est pas un choix heureux pour la tenue du salon. Certains sont en vacances d'été et le Pacific National Exhibition (PNE) retient davantage l'attention à cette période de l'année. En outre, de nombreux parents travaillant durant la semaine, ce n'est pas le meilleur moment pour tenir un événement familial. L'an prochain, le salon de la sécurité aura lieu au début de l'été, tout juste après la fin de l'année scolaire, un samedi ou un dimanche. On utilisera les écoles du secteur pour distribuer de l'information et annoncer le salon.

La centralisation du salon au parc MacLean facilitera également la conception d'un thème. On a entre autres suggéré de transformer le parc en gigantesque "jeu de société" dont ferait partie chaque stand. Le thème pourrait être "la sécurité des enfants pendant l'été" sans oublier pour autant les autres groupes d'âge.

L'absence de stands "ethniques" et le peu d'accent mis sur la collectivité multiculturelle comptent parmi les autres lacunes du salon. Divers groupes ethniques du quartier pourraient préparer des

mets de leur pays natal, et il faudrait y retrouver des présentoirs d'arts martiaux, de la danse chinoise, de la musique latino-américaine et des activités culturelles vietnamiennes afin qu'une atmosphère de quartier, d'acceptation d'autrui et d'appartenance au groupe gagne peu à peu la collectivité.

Le salon aurait pu présenter plus de stands interactifs comme du théâtre interactif, des jeux de pouvoir, des instructions d'autodéfense et des jeux éducatifs. Parmi les thèmes que pourraient exploiter ces jeux, mentionnons l'intimidation, le contrôle de la colère, l'éducation des enfants, l'art de se protéger dans la rue, la sécurité des aînés, les questions de sécurité et le racisme. Si l'on axait les activités selon les groupes d'âge (p. ex. bambins, enfants, adolescents, adultes et aînés) et qu'on prévoyait des activités pour tous les groupes dans les stands interactifs, la valeur du salon en serait accrue.

Le comité de planification du salon de 1994 sera élargi afin d'y inclure, entre autres, les groupes suivants du secteur :

1. Comités consultatifs de parents d'élèves
2. Groupes de parents d'enfants en garderie
3. Conseils des jeunes
4. Groupes culturels
5. Associations de gens d'affaires
6. Associations de résidents.

7. Associations pour les alcooliques et les narçomanes

Cela stimulerait la collectivité à appuyer le processus et à participer et lui assurerait plus de contrôle direct.

Évaluation du Comité de sécurité

Le moyen le plus facile d'évaluer l'efficacité du Comité de sécurité consiste probablement à employer une mesure simple : Les objectifs ont-ils été atteints?

Tous les objectifs à court terme ont été atteints. Le système d'interphone a été installé, les portes munies d'un verrou relié au système d'alarme, les buissons et les clôtures modifiés, l'éclairage remplacé et, dans certains cas, de nouveaux appareils d'éclairage installés. Un système d'identification des voitures est appliqué dans le stationnement, et les voitures non autorisées sont remorquées, parfois trop rapidement. Néanmoins, on a réduit l'usage de la voiture comme outil de prostitution et de commerce de la drogue. Les objectifs à court terme portaient tous sur la réduction des crimes de situation par l'aménagement du milieu. Grâce à la collaboration de la BCHMC, ces objectifs ont été facilement atteints.

Les objectifs à moyen terme n'ont pas été aussi faciles à réaliser, mais bon nombre d'entre eux ont été atteints. Le Western Sports Bar a dû fermer ses portes et a perdu son permis au cours d'une

audience à comparution justificative à la mairie. Les exploitants des motels sont devenus "très responsables". Le rapport avec la police s'est amélioré.

L'amélioration de la structure actuelle de maintien de l'ordre est raisonnable mais insuffisante pour que la collectivité établisse un bon rapport avec la police. Nous tentons présentement de modifier l'approche. Nous y avons réussi dans une certaine mesure : l'agent qui était chargé de travailler avec les adolescents du secteur et avait été muté a repris son poste! Un autre agent s'est engagé à venir au centre communautaire tous les mardis pendant deux heures afin d'établir un rapport avec les résidents et les locataires.

Toutefois, le bureau offert par Stamp's Place n'a pas été utilisé et l'on n'a pas invité les locataires à consigner des renseignements ou à remplir des rapports à ce jour.

La police a mis en oeuvre un programme de surveillance de quartier. Il reste à savoir si ce programme peut être adapté aux conditions particulières du secteur.

La question de la "zone interdite" aux travailleurs du sexe continue de faire problème. Lorsque la collectivité est active et vigilante, la "zone interdite" est respectée. Lorsque la collectivité relâche sa vigilance, les travailleurs du sexe remplissent les stationnements, les terrains de jeux, les entrées et les passages extérieurs recouverts comme s'ils y étaient aspirés. Si l'on veut réduire la prostitution, il faut absolument trouver des solutions à long terme comme des programmes de désintoxication et des garderies d'enfants et offrir de la formation professionnelle et des possibilités d'emploi aux travailleurs du sexe.

L'établissement de "zones interdites" et le déplacement des travailleurs du sexe vers d'autres secteurs ne constituent pas des solutions, pas plus que l'emprisonnement ou l'imposition d'amendes. Ce qu'il faut, ce sont des programmes à grande échelle pour réintégrer ces femmes dans la société. L'isolement, la toxicomanie, la violence, le manque d'instruction et la pauvreté sont les causes sous-jacentes de la prostitution dans cette partie de la ville. La collectivité commence à s'en rendre compte et à fixer des objectifs positifs en matière de programmes à l'intention des femmes.

Les préoccupations des résidents au sujet des gardiens de l'immeuble persistent. Le Comité continuera à se pencher sur les façons d'établir une meilleure relation avec les gardiens de l'immeuble. Les Hollandais, dans leur ensemble résidentiel de Delft, ont mis en oeuvre un programme de gardiens d'immeuble comme l'une des cinq mesures destinées à réduire le nombre de crimes. Les gardiens y sont chargés "de resserrer la surveillance, de fournir des informations, des conseils et des avertissements et d'assurer la propreté de l'immeuble". Cette initiative a réduit le nombre de crimes, et le rôle des gardiens d'immeuble est considéré comme important (Willemse, 1992). Toutefois, si l'on veut un modèle donnant plus de pouvoirs et de contrôle à la collectivité, le recours exclusif à des gardiens d'immeuble au lieu des résidents pour établir et exercer des contrôles sociaux est une question sur laquelle il faut se pencher plus à fond.

Le salon de la sécurité deviendra un événement annuel.

À chaque réunion et entre les réunions, on se penche sur la question des objectifs à long terme. Le conseil des jeunes et le travailleur communautaire bénévole ont donné une présentation à l'Oppal Inquiry of Policing. On exerce des pressions sur les services de police afin qu'ils ouvrent un bureau de quartier et emploient les résidents pour les aider à remplir des rapports et fournir des informations.

Pour régler le problème de la piquomanie, tout comme le problème de la prostitution, il faut une intervention collective complète. Les causes fondamentales de la toxicomanie doivent être examinées par toute la collectivité. Des programmes complets de sevrage, de traitement, d'éducation, de formation professionnelle, d'emploi, de garderies de jour et de logements abordables doivent être appliqués pour régler ce problème.

Le problème de la pédophilie est devenu une préoccupation nationale. Toutefois, les règlements locaux et la modification des lignes de conduite peuvent se révéler plus efficaces qu'une loi fédérale. Les locataires ont obtenu de l'aide pour réaliser une recherche et présenté leurs constatations à la BCHMC.

Les jeunes ont participé au salon de la sécurité et siégé au Comité. On a fondé une association de jeunes (Youth Action Association), et des représentants de cette association assisteront aux réunions du Comité de sécurité cet hiver.

L'avenir

Le Comité de sécurité a agit en tant qu'excellent moyen de mobilisation, d'engagement et de développement de la conscience communautaire. La peur du crime préoccupe ces résidents. S'attaquer aux symptômes en cas d'urgence et après un crime répond vraiment aux préoccupations de ces locataires.

Les réunions du Comité de sécurité rassemblaient en moyenne plus de 100 résidents et souvent jusqu'à 200 résidents pour discuter du développement d'un quartier plus sûr et plus sécuritaire. Ce qu'il importe de souligner, c'est que les locataires et les résidents n'auraient pas accompli autant sans le Comité de sécurité.

L'avenir du quartier dépendra du nombre d'adhérents au Comité de sécurité et de résidents qui mettront au point des interventions pour promouvoir une collectivité plus sûre.

Nous avons appris que les causes fondamentales du crime et de la violence doivent être réglées par des services complets offerts par la collectivité. Ce n'est pas en renforçant la surveillance policière, en prolongeant l'incarcération et en ajoutant des programmes qu'on viendra à bout de ces causes sous-jacentes.

Que nous réserve l'avenir? Une collectivité plus sûre si le Comité de sécurité continue d'appliquer sa stratégie. L'avenir nous semblerait moins luisant en l'absence d'un Comité de sécurité!

LIGNES DE CONDUITE RECOMMANDÉES

Pour combattre efficacement le crime et la peur du crime dans le logement social, il faudra l'engagement de tous les ordres de gouvernement et de tous les secteurs. Nous avons rédigé les recommandations suivantes en tenant compte des responsabilités des gouvernement provinciaux et de celles du gouvernement fédéral. Ces recommandations revêtent à dessein un caractère général. La SCHL devrait agir en tant que catalyseur ou facilitateur en fournissant aux collectivités de logement public des renseignements, des idées, des résultats de recherche et d'autres formes de soutien pour les orienter dans le développement de leurs propres forces.

Nous recommandons :

1. que la SCHL intègre la notion de sécurité des collectivités à son mandat et mette au point des lignes de conduite et des programmes favorisant la sécurité et pouvant être mises en oeuvre à l'échelle locale.
2. que la SCHL réalise un sondage national et international approfondi et une évaluation des modèles d'intervention dans le logement social. Il faudrait songer à réaliser ce projet en collaboration avec le Centre international pour la prévention de la criminalité.
3. que la SCHL examine les modèles actuels de logement public et coopératif, à l'échelle nationale et internationale, afin de déterminer les éléments qui favorisent l'établissement de collectivités plus sûres.
4. que la SCHL évalue le problème de la criminalité, de la divulgation des crimes et de la violence dans le logement public au Canada. Cette évaluation devrait comprendre une étude sur le chômage, les revenus, les taux de décrochage scolaire et d'autres indicateurs sociaux.
5. que la SCHL mette au point des informations qui expliquent les liens entre les facteurs sociaux, dont le logement et la criminalité, à l'intention des décideurs, des urbanistes, des organismes d'habitation et des associations de résidents. Ces informations devraient renfermer des stratégies d'utilisation des ressources existantes pour développer la cohésion sociale.
6. que la SCHL encourage la participation des résidents en offrant des renseignements et en agissant en tant que centre d'échange de renseignements.

BIBLIOGRAPHIE

1. Graham J., Crime Prevention Strategies in Europe and North America, (HEUNI) Helsinki Institute for Crime Prevention and Control, No 18, Helsinki, Finlande, 1990.
2. Understanding and Preventing Violence: Panel on the Understanding and Control of Violent Behavior, Albert J. Reiss Jr. et Jeffrey A. Roth (éditeurs), National Research Council, National Academy of Sciences, 1993.
3. Farrell G. et Pease K., Once Bitten, Twice Bitten: Repeat Victimization and its Implications for Crime Prevention, Police Research Group, Crime Prevention Series, document 46.
4. Youth Investment and Community Reconstruction: Street Lessons on Drugs and Crime for the Nineties, rapport du dixième anniversaire de la Milton S. Eisenhower Foundation, 1990.
5. Hope T. et Shaw M., Communities and Crime Prevention: Housing Policy, Londres: HMSO, 1988.
6. Eight United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders, 27 août au 7 septembre 1990, prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement : réalités et perspectives de collaboration internationale.
7. Foster J. et Hope T., Housing, Community and Crime: The Impact of the Priority Estates Project, Home Office Research Study 131, 1993.
8. Crime Prevention on Council Estates, rédigé par le Safe Neighbourhoods Unit (SNU) pour le Department of Environment, Londres, HMSO, 1993.
9. Downtown Eastside Housing and Residents Survey 1987-88, recherche et rédaction réalisées par DERA pour le compte de la SCHL.
10. Prevention Beats Detection, document rédigé pour la 44^e réunion annuelle de l'American Society of Criminology, Nouvelle-Orléans, 4 au 7 novembre 1992, par Hans Willemse, chef du Bureau of Information, Directorate for Crime Prevention, Ministry of Justice, Pays-Bas.
11. Crime Prevention in Canada: Towards a National Strategy, rapport du comité permanent de la justice et du Solliciteur général, 1993.
12. Développement communautaire, qualité de vie et peur du crime dans dix collectivités de logement public au Canada : rapport final, document d'information à l'intention des participants à une consultation nationale parrainée par la Fédération canadienne des

municipalités en collaboration avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement, février 1993.

13. A Preliminary Study of Selected Morbidity and Mortality Indicators in census tracts 57, 58, 59.01 & 59.02, Vancouver, B.C., par Jan Tollefson, M.D., FRCP(C), résident en médecine communautaire, université de C.-B., juillet 1990.
14. Community Safety Through Crime Prevention, rapport du Comité consultatif spécial pour une stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime, octobre 1993.